


LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 5. — 26 Octobre (7 9bre), 1853.

De l'intégrité de l'empire Ottoman.

YANT pris à tâche de répandre, autant qu'il est en nous, quelques lumières sur l'état actuel de l'Orient, ce serait de notre part de l'hypocrisie mal déguisée que d'afficher un désintéressement complet, ou de prétendre ne travailler que dans un but purement théorique. Tout au contraire, l'estime de nos lecteurs nous sera, nous l'espérons au moins, d'autant plus acquise, que nous nous hàtons d'avouer une partialité qui prend sa source dans un sentiment des plus légitimes. En effet, qui peut être plus vivement intéressé que nous au sort que les événements préparent à la maxime, si ardemment vénérée par tous les hommes d'état, de l'intégrité de l'empire ottoman ? Nous ne datons la garantie de notre indépendance que du jour où le sacrifice sanglant et solennel de cette ma-

xime fut accompli à Navarin. Des sentimens d'humanité, une juste déférence à l'opinion des peuples l'avaient alors emporté; et dès ce moment une reconnaissance éternelle envers les hommes généreux qui dévièrent de leurs calculs, est profondément gravée dans notre cœur. Au reste, agir ainsi, c'était agir en politique prévoyant; on voulait faire entrer l'Orient dans le concert des peuples policés; en effet n'était-ce pas le moyen le plus sûr et le chemin le plus court? Nous le croyons au moins; car l'expérience des siècles nous a appris qu'un peuple barbare ne saurait longtemps subsister à côté d'une civilisation avancée, quelque désintéressée qu'on la suppose. Plus tard cependant on a paru se raviser; on a pensé qu'en posant en maxime l'intégrité de l'empire ottoman, on élevait une barrière infranchissable à la politique qualifiée d'envahissante des redoutables voisins de cet empire. On a oublié cependant qu'à côté de ces voisins, il y avait un ennemi qui, plus puissant que tous les protocoles et tous les traités, minait chaque jour les fondemens de l'édifice qu'on voulait étayer; et cet ennemi inexorable, ce dissolvant infailible de toutes les nations ignorantes et abruties, c'est la civilisation. Qui peut échapper à son action?

On n'a pas tardé à s'apercevoir de ce faux calcul. Le corps qu'on voulait ranimer s'affaiblissait à vue d'œil, une décomposition entière le menaçait. On a voulu alors prévenir la mort, et par un correctif violent, on a essayé de lui donner de nouvelles forces. On s'est évertué à faire entrer la Turquie dans la voie des réformes.

Nous pensons aussi que le remède n'était pas mauvais; car, selon nous, l'intégrité et les réformes dans ce cas,

sont deux idées corrélatives, qui se tiennent et qui ne sauraient se séparer sans danger. Pour que la Turquie existât, il fallait bien qu'elle se conformât au mode d'existence de ses protecteurs; pour qu'elle pût repousser ses ennemis du dehors, il fallait qu'elle se délivrât d'abord des ennemis du dedans, c'est-à-dire de ses vices qui consomment comme la flamme l'arbre de sa vie.

Mais ce n'était pas assez que de prescrire le remède; pouvait-on l'administrer, et d'une manière efficace? Comment faire pénétrer dans les masses les idées qui seules élèvent l'esprit et vivifient le corps? comment faire accepter aux Musulmans, dont la religion repousse avec dédain toute innovation, sortie surtout des mains des infidèles, les réformes qui seules étaient capables de les sauver? Il n'y a pas un homme d'état en Europe qui ne soit convaincu que le principal moyen d'agir sur les masses, est celui de la religion et de l'instruction. Or la religion ottomane, s'opposant à tout principe qui n'a pas sa source dans le coran, et l'instruction primaire étant toujours inconnue en Turquie, on a été obligé d'avoir recours à quelque autre chose que l'on croyait équivalent, mais qui n'était bon qu'à en imposer; on a affublé les Turcs de redingotes et de pantalons. C'était tout ce qu'il fallait pour les dépouiller de leur orgueil. Dès lors, avilis à leurs propres yeux, ils se sont abandonnés à cette fatalité qui est le fond de toutes leurs croyances. En voyant arriver l'une après l'autre les vagues de la destruction, ils se laissent emporter sans murmurer; ils ont enfreint la loi du prophète, pourquoi n'expieraient-ils pas leur crime?

Ainsi, efforts, réformes, tout a été inutile; c'est que vouloir imprégner un peuple d'idées incompatibles avec sa religion,

c'est transiger avec sa conscience pour la briser après. Ou ce peuple aura la force de se soustraire à la contrainte qui pèse sur ses convictions, ou il sera complètement démoralisé.

C'est justement ce qui est arrivé à la Turquie; on a voulu lui donner une vie nouvelle, et consolider son gouvernement en se servant de moyens qui n'agissent que sur des peuples habitués à l'ordre et au travail, et dont les croyances religieuses ne s'opposent pas à leurs institutions civiles. Qui pourrait soutenir aujourd'hui que ces moyens mêmes n'ont pas atteint un but tout-à-fait contraire, et hâté la chute de l'empire des Osmanlis? qui oserait prétendre qu'il n'y ait pas dans la pensée de chaque Musulman, une lutte engagée entre le coran et l'ordre public, lutte qui, s'il est donné à la Turquie d'offrir quelque tems encore le triste spectacle d'un État barbare vivant au beau milieu du christianisme, n'éclatera pas en une guerre sainte, contre le despotisme qui essaie d'imposer ces réformes?

Oui, il faut l'avouer; ils se sont imposé une tâche bien ingrate, ceux qui ont entrepris de faire participer la Turquie à la civilisation des sociétés modernes. Ils ont oublié que, dans un pays où tous ceux qui professent une religion, autre que celle du pouvoir, sont considérés comme des chiens, où la propriété, la sûreté personnelle elle-même, n'étant garanties par aucune loi, se trouvent à la merci du dernier des dominateurs, ils ont oublié, disons-nous, que dans un tel pays, les principes de la justice et de l'égalité sur lesquels repose cette civilisation, ne sauraient prendre racine.

Voudrait-on alors faire intervenir la protection étrangère? Dans ce cas, l'intervention devrait être, pour ainsi

dire, permanente. Mais qu'est ce qu'un gouvernement toujours menacé et toujours baffoué à la face de ses sujets, pour les intérêts souvent les plus mesquins, du dernier sujet de telle ou telle Puissance?

Mais remontons un peu plus haut. Les Turcs ont été une horde conquérante recrutée en grande partie parmi les débris des différentes nationalités qu'ils avaient envahies. Vivant de butin et des labours des peuples soumis à leur joug, ils volaient de conquête en conquête afin de s'enrichir des dépouilles de leurs ennemis. *Ex ostibus ali*, tel est leur principe financier. Quelle pouvait être alors leur administration? Chaque pacha recevait une province à bail, versant d'avance une certaine somme dans le trésor du Sultan. Dès lors, le gouvernement ne s'en inquiétait plus, et il restait au pacha à bien tailler sa province pour rattraper son argent, et remplir en même temps ses coffres. C'étaient ordinairement des banquiers juifs, arméniens ou grecs, qui, spéculant sur la rapacité du pacha, avançaient la somme convenue avec le gouvernement. Or le pacha n'avait pas de temps à perdre; il se mettait à la besogne, et les plus riches devaient s'exécuter de bonne grâce. Souvent on s'arrangeait à l'amiable, et tout allait au mieux; le trésor était non seulement pourvu, mais encore relevé de toute charge pour tout ce qui regardait les provinces.

L'armée était organisée de même; les janissaires nourris par le gouvernement, formaient le noyau de l'armée et servaient de garde du corps. Lorsqu'on plantait la bannière de l'État à l'hippodrome, tous les agas et leur suite accouraient pour se ranger sous les drapeaux; une nuée de volontaires, qu'il serait plus juste de nommer

brigands, formaient l'arrière-ban. Comme une avalanche terrible, cette masse informe se précipitait alors sur l'ennemi, et le débordant, elle l'écrasait sous son poids. Mais la tactique militaire est enfin venue les arrêter dans leur course ; refoulés en deçà de leurs frontières, ils se sont vus condamnés à vivre de leurs propres ressources. *Hinc illae lacrimae.*

Comme tous les peuples de l'Asie, fixés invariablement à l'état de choses établi, les Turcs répugnent aussi à toute amélioration, à tout changement dans leur raison d'être ; ainsi, tandis que tout autour d'eux avançait, eux au contraire perdaient tous les jours de leurs forces. Incapable de se défendre contre ses ennemis, la Turquie a cessé d'exister par elle-même.

C'est justement alors qu'on eut l'idée de lui appliquer la maxime de l'intégrité, maxime commune à tous les États, les plus minimes, il est vrai, de l'Europe, mais qui diffèrent en cela de la Turquie, que l'identité du principe qui leur sert de base, sert aussi à les réunir en une même famille.

Nous avons déjà dit dans le premier article de ce recueil, (Livr. 1^{re}), comment nous entendons cette intégrité, et de quelle manière il serait possible d'y arriver. Nous croyons avoir prouvé que si on tient à la sauver, on ne peut y parvenir que par l'émancipation politique des races chrétiennes habitant la Turquie. Notre opinion a reçu depuis une sanction solennelle par l'autorité du nom auquel on attribue un travail qui a causé quelque sensation à Athènes. L'auteur de « *De l'Orient par un Oriental,* » croit exactement comme nous, à la réalisation de la maxime de l'intégrité par le moyen de l'émancipation.

Nous croyons aussi, comme lui, qu'à cette condition l'empire sera sauvé, mais qu'il ne sera alors qu'empire chrétien.

Il reste donc prouvé que, pour que la maxime de l'intégrité puisse être appliquée, il est indispensable que la Turquie se conforme à l'ordre de choses qui régit les peuples civilisés.

Nous avons vu que depuis quinze ans qu'on l'a poussée dans cette voie, un des objets dont se sont le plus préoccupés ceux qui avaient pris l'initiative des réformes, c'était l'organisation administrative et militaire. On sait aujourd'hui à quoi ont abouti tous ces efforts.

Les exactions des pachas étaient arrivées au comble, l'agriculture, l'industrie, le commerce s'en ressentaient vivement, et la société s'appauvissait à vue d'œil. On a donc aboli cette administration de pillage, et on l'a remplacée par une autre tenant plus du système de centralisation. Mais qu'en est-il résulté ? Les satrapes ne pouvant plus commettre ouvertement ce qu'ils faisaient naguères légalement, continuèrent à piller sous la forme d'abus, et les coffres du fisc n'en furent pas pour cela plus remplis.

En Europe, où l'on sait à quels contrôles est soumise une bonne administration, on comprendra aisément ce que c'est qu'une administration turque, n'agissant d'après aucun principe fixe, n'étant guidée par aucune règle, courant au hasard, ne sachant que tenir en respect tout ce qui peut troubler l'ordre matériel, et ne descendant jamais aux détails. Elle ne s'occupe ni de travaux utiles, ni de l'instruction, ni du bien public, de rien en un mot, qui puisse apporter quelque amélioration à la condition

des populations ignorantes des Musulmans, condamnées à l'inertie depuis que la guerre a cessé d'être pour elles un métier.

Il serait trop long de récapituler ici tous les expédients imaginés pour équilibrer le budget turc. Il suffit de savoir qu'une des principales ressources de l'État, est de rogner la monnaie. S'étant bientôt aperçu qu'une telle opération compromettrait gravement le crédit du commerce, on a cru y remédier par l'établissement d'une banque qui devait, aux frais de l'État, soutenir le change à un taux déterminé; c'est-à-dire qu'on a annulé le profit apparent qu'on tirait de la détérioration de la monnaie, par une opération d'autant plus onéreuse, qu'il fallait y ajouter les bénéfices des banquiers.

Et cependant cette administration a été créée pour tirer ce malheureux pays de sa ruine. Veut-on connaître par un exemple, la vérité de ce que nous venons d'avancer? Qu'on jette un coup d'œil sur une des provinces qui ont été au commencement de ce siècle détachées de la Turquie. Depuis que la Bessarabie a été incorporée à l'empire russe, la valeur de ses terres a centuplé, et tous ceux qui y possèdent des propriétés, se sont créés des fortunes considérables.

Un tel état de choses devrait ouvrir les yeux aux habitans des pays industriels qui jettent les hauts cris à l'idée du moindre changement dans la condition territoriale de la Turquie; ils vous parlent d'importations et d'exportations, d'avantages et de profits, et finissent par conclure que sans l'empire ottoman, c'en est fait du commerce de l'Europe. Ils vous donnent des chiffres, oubliant qu'il y a des cas où, comme dans celui qui nous

occupe, les chiffres ne prouvent rien. S'il est vrai que la balance du commerce international soit réglée par la somme des produits échangés, il doit être également vrai, que, si la Turquie passait sous une administration éclairée, la production arriverait à un degré de développement très élevé, et par conséquent les importations augmenteraient dans la même proportion.

Nous venons de dire qu'il y a des cas où les chiffres n'ont pas une grande signification. La preuve en est très facile à donner; on nous dit, par exemple, que l'Angleterre importe en Turquie des marchandises, pour nous ne savons combien de millions; cependant le fait n'est pas exact; car on confond les importations faites en Perse et transitant par la Turquie, avec celles qui sont destinées pour l'empire ottoman. Qu'on se donne la peine de les séparer, et l'on verra à quoi se réduit le commerce avec la Turquie.

On voit par là, que la maxime de l'intégrité de l'empire ottoman est nuisible aux intérêts du commerce, et que les avantages que celui-ci retirerait sous une administration chrétienne, seraient infiniment plus considérables, que ceux qu'il retire aujourd'hui.

Et puis, n'existe-t-il pas d'autres considérations d'un ordre plus élevé et d'une importance au moins égale, si non supérieure, à celle du commerce, qui militent en faveur des chrétiens de l'Orient et contre l'intégrité de l'empire turc? Et faut-il que dans la balance de la justice européenne, le calicot l'emporte sur des millions de chrétiens condamnés à l'esclavage?

Nous avons relevé en passant, ces prétentions du commerce européen, pour prouver seulement que la maxime

de l'intégrité n'a de sens que sous le point de vue politique, et qu'elle n'est mise en avant que comme une barrière à la convoitise des Puissances limitrophes de la Turquie.

Mais quand un pays s'affaiblit, quand ses forces déperissent de jour en jour et que ses voisins deviennent par cela redoutables pour lui, ne pourra-t-il se présenter des occasions où cette barrière venant tout-à-coup à crouler, tout secours de la part de ceux qui l'ont élevée devient impossible ?

Cet affaiblissement est encore plus sensible, si l'on jette un regard sur l'organisation militaire qui a remplacé les levées en masse d'autrefois. Les janissaires étaient devenus de véritables prétoriens, avant que la Turquie n'entrât dans la voie des réformes ; c'est que n'ayant plus de combats à livrer, ni de butin à faire, ils ont dû reporter sur leur propre gouvernement toute leur activité turbulente et rapace. Exterminés, comme de nouveaux Strémitz, on a mis à leur place des troupes régulières conduites par des officiers distingués de presque toutes les parties de l'Europe. Il y a près de trente ans de cela, et cependant, pas un seul officier turc capable de commander une armée n'a pu être formé. Dans ce moment même, tout l'état major, sans la moindre exception, d'Omer-pacha, chrétien apostat, est composé d'autres renégats, de réfugiés politiques et de différens étrangers. Habitué à se livrer à leur propre élan, ayant en outre le sentiment de leur ignorance, les Musulmans, tant soldats qu'officiers, ont perdu toute confiance en eux-mêmes ; ils voient bien que marcher au pas et se former en colonne, ce n'est pas l'art de la guerre.

Après ce tableau rapidement tracé des procédés employés pour appuyer la maxime de l'intégrité, il ne serait pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur cet amalgame de nations qui constituent l'empire ottoman. Si le fond de l'Asie et l'Égypte appartiennent, en grande partie, à l'islamisme, on ne doit pas en conclure que toutes ces populations soient également soumises. Déjà, dans l'espace de moins de dix ans, l'Égypte a deux fois cherché à secouer le joug de la Turquie ; et sans la volonté des Puissances européennes, elle formerait depuis longtemps un État indépendant ; elle n'a pas moins continué à s'administrer par elle-même. Les Arabes, toujours nomades et toujours remuans, portant sans cesse le joug attaché à la queue de leurs chevaux, seront dans l'avenir ce qu'ils ont été dans le passé. Les Druses et les Kurdes, aventureux et menaçans, n'obéiront jamais à la loi qui leur viendra de Stamboul. Du jour où les Arméniens auront l'espoir de se soustraire à la domination musulmane, ils le feront. Les côtes occidentales de l'Asie sont habitées par plusieurs races, parmi lesquelles celle des Grecs est la plus nombreuse ; et cependant c'est l'Asie qui est considérée comme le noyau de la nation turque ; car en Europe, la huitième partie de la population à peine, subit la loi du prophète. Les races qui professent la religion grecque, profitant de l'affaiblissement progressif de la Turquie, se relèvent de leur abaissement, s'instruisent et s'enrichissent ; tout ce que le commerce peut donner de profits est partagé entre elles, les Arméniens et les Juifs. La Moldavie et la Valachie sont presque détachées de la Turquie, la Serbie a passé à l'état de suzeraineté, le Dey de Tunis, sou-

verain indépendant, confère des décorations, et une partie de la Grèce a ressaisi son indépendance.

Il s'ensuit de là qu'il y a une série de faits qui se lient et qui forment une chaîne continue. Toutes ces populations, s'enrichissant et s'éclairant chaque jour davantage tendront au même but. On n'a qu'à lire leurs chants populaires récemment publiés, pour se persuader qu'elles sont toutes animées du même esprit de nationalité et d'indépendance. Dès lors, comment les contraindre à respecter cette fameuse maxime de l'intégrité ? comment arrêter un mouvement de progression aussi irresistible ? Si au moins les Turcs marchaient de front avec les races chrétiennes, s'ils étaient comme elles accessibles aux lumières du temps, nul doute qu'il n'y aurait pas de cause apparente de bouleversement ; mais comme rien ne peut les faire sortir de leur indolente apathie, comment parviendra-t-on à combler l'abîme qui sépare les éléments opposés ? Se décidera-t-on, pour garantir l'intégrité de l'empire ottoman, à intervenir dans ses luttes intestines, en arrachant aux populations chrétiennes les avantages qu'elles ont su acquérir par leur développement ? Ira-t-on jusqu'à leur dire : « Vous êtes les plus forts, il est vrai, vous êtes aussi les plus éclairés, mais les intérêts de l'Europe et l'équilibre du monde exigent que vous courbiez la tête et que vous subissiez la loi des plus faibles, la loi des barbares, la loi de Mahomet ? » Langage criminel, mais qu'on sera obligé de tenir un jour, si l'on poursuit jusqu'au bout la réalisation de l'inexorable maxime qu'on a posée comme la pierre angulaire de ses doctrines politiques.

En récapitulant les observations que nous venons d'esquisser, on peut résumer la question en ces mots :

L'intégrité de l'empire ottoman aurait un sens politique, du moment que la Turquie pourrait s'élever à la même hauteur de civilisation que les autres Etats de l'Europe, lesquels se sont mutuellement garantis par des traités leur inviolabilité. Mais dès qu'il a été prouvé que la Turquie rejette toute réforme, et du moment que l'expérience des siècles a fait voir que la religion de Mahomet ne saurait capituler avec aucune amélioration, sous peine de déchéance, s'entêter à garantir l'intégrité de l'empire ottoman, c'est vouloir rajeunir un veillard courbé sous le poids des années, et dont la faux impitoyable du temps va trancher la vie ; c'est violer toutes les lois de la nature et de l'humanité, en soumettant les plus forts aux plus faibles, les plus éclairés aux barbares ; c'est bouleverser tous les principes des sociétés civilisées en enchaînant le progrès ; c'est enfin briser la croix de ses propres mains, et planter le croissant sur ses débris. Et encore, pour arriver à ces résultats, faudrait-il faire camper une armée permanente en Turquie et y transvaser ses trésors. Mais alors, ce ne sera pas de la politique sérieuse, ce sera du caprice, à moins qu'on ne veuille répéter avec Voltaire :

« On court, hélas ! après la vérité,

Eh ! croyez-moi, l'erreur a son mérite. »

Certainement non ; aussi avons-nous la certitude, qu'il n'y a pas un des hommes d'état éclairés qui se trouvent compromis dans cette politique traditionnelle mais vicieuse, qui ne la suive avec remords et même avec des craintes. Il n'y a pas un seul de ces hommes d'état qui ne prévoie qu'au bout de cette ornière il y a un précipice.

Quelle serait donc la marche à suivre, et que devrait-on faire pour empêcher les redoutables voisins de la Turquie de s'en rendre maîtres ? Et ne pas défendre la Turquie au moment du danger, ne serait-ce pas l'abandonner à la merci de ceux dont il importe avant tout de prévenir l'agrandissement ?

Nous ne nierons pas que le seul argument que l'on puisse mettre en avant en faveur de la maxime de l'intégrité, c'est la frayeur dont on est saisi toutes les fois qu'on pense à l'abandonner ; mais pour être le seul plausible, on est obligé d'avouer qu'il est aussi le plus faible, car, il vaut toujours mieux abandonner un principe faux, que de voir crouler l'édifice qu'on a tâché de soutenir par tant d'efforts et tant de sacrifices !

Il est peu juste cependant de prétendre qu'il n'y a rien à mettre à la place de cette maxime. Qu'arriverait-il, par exemple, si l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie était reconnue depuis long-temps ? Pourraient-elles alors être annexées à la Russie ? Si la Servie avait déjà passé à l'état de souveraineté, risquerait-elle de devenir la proie de l'Autriche ? A quoi sert donc de persister à conserver, quand même, l'intégrité de la Turquie, si ce n'est à préparer un démembrement dont profiterait le plus celui qui aurait les avantages de la guerre ?

Si telle est, comme nous en sommes persuadés, la marche indiquée par la nature des choses, nous devons revenir à notre point de départ, afin d'examiner si la saine politique doit rentrer dans le système de l'indépendance de la Grèce dont elle a dévié dans un but d'humanité.

En politiques insensibles, dont la raison n'est pas troublée par les émotions du cœur, nous n'invoquerons ni l'anti-

quité ni sa gloire ; encore moins chercherons-nous à nous prévaloir des lauriers de Marathon et de Platée ; l'actualité pure et simple aura le privilège de nous occuper. Nous ne ferons point de panégyrique *pro aris et forcis*, mais nous demanderons à tout ami de la vérité, si la Grèce, comme province turque, peut un moment soutenir le parallèle avec la Grèce indépendante. Vit-on jamais dans cette dernière, du temps de la domination des Musulmans, autant de prospérité qu'aujourd'hui ? et ne sait-on pas qu'avant 1821, les terres mises en rapport formaient à peine le quart de celles qui sont cultivées de nos jours ? Et il ne faut pas oublier que tout ce progrès a été fait dans le court espace de vingt-cinq ans, après une lutte tellement dévastatrice qu'on n'en trouverait pas de pareille dans toute l'histoire. Cependant, bien qu'épuisée, petite et dépeuplée, elle n'a pas tardé à sortir de ses ruines, et en moins d'un quart de siècle, ses champs ont été défrichés, ses villes relevées, en même temps que sa population augmentait, et que son commerce et sa navigation prenaient un essor jusqu'alors inconnu. Quelle est la province turque qui présente un pareil développement et surtout un développement aussi rapide ?

Quand on veut porter un jugement sur une nation, on ne doit pas y procéder d'après le type de perfection que l'on s'est formé dans la tête ; comme il est également peu juste de la comparer à d'autres nations dont la civilisation date de plusieurs siècles. Pour que le jugement soit impartial, il ne faut perdre de vue, ni les antécédens, ni l'histoire, ni la condition dans laquelle cette nation se trouvait naguères. C'est un tel jugement que nous réclamons pour cette petite portion de la race

grecque qui est indépendante ; on sera alors étonné de voir combien elle a marché en si peu de temps. Mais, disent quelques uns, si la Grèce a progressé sous le rapport intellectuel, si elle possède des écoles dans toutes les communes, et une université où l'instruction est donnée gratuitement à une foule de jeunes Grecs accourus de toutes les parties de la Turquie, elle est encore bien en retard sous le rapport matériel ; ils ajoutent par exemple, qu'elle n'a pas encore de grandes routes, que les voies de communication y sont si imparfaites, que ses produits ne peuvent avantageusement s'écouler. Nous ne dirons pas le contraire ; mais n'oublions pas que pour se construire des routes il fallait avoir des capitaux, une population, moins clairsemée, une somme de produits plus considérable ; et que pour avoir ces capitaux, cette population, et ces produits, un quart de siècle ne suffit pas.

Nous croyons en avoir assez dit pour arriver à cette conclusion, que l'intégrité de l'empire ottoman avec la race turque, race éminemment stationnaire, croyant au fatalisme, professant des dogmes religieux contraires à tout progrès, à toute réforme politique, traitant en ennemis tous ceux qui ne croient pas à leur prophète, que l'intégrité, disons-nous, à ces conditions, est une vaine utopie ! Que si au contraire on tient au principe de cette intégrité, on doit se servir de l'élément chrétien, élément d'intelligence, de progrès et de tolérance, qui a déjà donné des garanties de ses tendances irrésistibles vers la civilisation européenne. La vraie politique sera alors d'accord avec la vraie philosophie ; car c'est le christianisme seul qui dépose dans la conscience des peuples, le germe de leur développement, et qui les émancipe au

plus haut degré, en s'adressant à leur intelligence.

C'est donc en s'appuyant sur l'élément chrétien qu'on parviendra à établir en Orient un ordre de choses durable ; alors seulement la Turquie sera soustraite à la convoitise de ses puissans voisins ou à l'anarchie qui ne tardera pas à y éclater, et qui aura pour suite inévitable le démembrement et la conquête. Les populations chrétiennes, compactes et vigoureuses, marchent à grands pas vers un meilleur avenir ; et pour les arrêter, il ne faudrait rien moins que les écraser. Tant qu'elles ne seront pas secondées dans leurs efforts pour recouvrer leurs droits, leurs regards se tourneront vers le souverain puissant qui se présente comme le protecteur de leur religion ; elles attendront tout de lui, tant que l'Europe poursuivra un fantôme en poursuivant l'intégrité de l'Empire des Osmanlis. C'est donc à l'Europe de s'attirer les sympathies de ces populations, et d'asseoir par elles sur des bases solides l'équilibre du monde. X.

De la Société Grecque.

I.

En l'an de grâce 1803 et XI^{ème} de la République française il y avait à Paris une Société des *Observateurs de l'Homme*.

Or, le 16 Nivôse (6 Janvier) la Société étant réunie, un savant grec de Chios, M. Coray, docteur en médecine,

lui donnait lecture d'un mémoire *sur l'état actuel de la civilisation dans la Grèce*. Après avoir raconté comment un peuple tombé, par les effets des révolutions du monde dans les triples fers de la tyrannie, de la pauvreté et de l'ignorance, avait depuis un siècle, commencé à s'enrichir, à se polir, à organiser des flottes et des soldats, à se préparer des alliances avec les nations civilisées, à reconquérir sa place au soleil, il terminait son discours par ces mots prophétiques adressés à ses compatriotes : « Quant » à moi, si je suis encore attaché à une vie empoisonnée » par l'amertume des maux qui vous accablent, c'est dans » l'espoir de vous voir reprendre bientôt votre rang parmi » les nations. »

Combien de personnes auront quitté la séance de la Société, en disant : *c'est un rêve!*

Et cependant, dix-huit ans après, ce peuple se levait comme un seul homme, secouant le joug de la servitude, et prononçant à haute voix ce noble nom d'*Hellènes*, oublié depuis long temps par la gloire et la liberté! Pas un des élémens que M. Coray avait énumérés dans son mémoire, semblable au catalogue du second chant de l'Iliade, et sur lesquels il avait fondé son espoir, ne manquait à l'appel. La jeunesse des écoles, les riches commerçans de Trieste et d'Odessa, les marins d'Hydra, les armatoles de Souli, les patriarches, mitre en tête, les philosophes, Platon sous le bras, les hospodars, jetant leur couronne octroyée par les Sultans pour se faire citoyens de la nouvelle patrie, tous accouraient se ranger sous le drapeau de l'hellénisme et de la croix.

Après dix ans d'une lutte héroïque, la parole du pro-

phète de 1803 se réalisait ; la Grèce reprenait son rang parmi les nations.

L'Europe, émue un moment par ce réveil d'une race oubliée, après avoir dûment enregistré dans les actes de son état civil la naissance de ce nouveau royaume, avait cru, pendant vingt ans, que c'était assez, et que quatre siècles d'efforts, d'espérances, de martyres, que vingt siècles de gloire, ne devaient aboutir qu'à la création d'un petit Etat, à l'émancipation d'un petit coin des vastes régions habitées et illustrées par les Grecs.

Mais pendant ces vingt ans, la race grecque, épuisée pour quelque temps par les sublimes efforts d'une lutte inégale et sanglante, se ceignait de nouveau les reins, et reprenait sa marche. Athènes n'avait été qu'une halte pour elle ; Constantinople était son but.

Pendant que les Turcs croyant avoir adopté la civilisation européenne, s'apercevaient qu'ils avaient revêtu la tunique de Nessus, et descendaient d'un pas rapide la pente fatale de la décadence de leur race et de leur empire, les Grecs gagnaient tous les jours tout ce que les Turcs perdaient en richesses, en industrie, en population. Mais plus que tous les progrès matériels, leurs progrès moraux étaient une preuve que Dieu bénissait leurs efforts. Après comme avant 1821, la religion marchait en avant de la race grecque, éclairant la route de son céleste flambeau, et lui montrant du doigt le sanctuaire profané de Sainte Sophie.

Si la renaissance grecque n'était qu'un mouvement politique, on pourrait douter du triomphe de cette cause, quoique sainte et glorieuse par dessus toutes les autres. L'histoire nous offre le douloureux spectacle de maintes

nationalités qui se brisent en efforts inutiles contre les arrêts du destin.

Victrix causa Deis placuit.

Mais la renaissance grecque est aussi un mouvement religieux. La cause du christianisme en Orient n'est pas seulement celle de la race grecque, c'est aussi la cause de la race slave, c'est la cause de 70 millions d'hommes. Par l'effet d'un travail latent et assidu, qui est surtout l'ouvrage de ces dernières années, les membres épars de l'église orientale commencent à se sentir solidaires entre eux, *membres les uns des autres*, selon l'expression de St Paul (a); on se souvient plus que jamais, des temps où les églises de Constantinople, d'Alexandrie, d'Antioche étaient les lumières du christianisme, on sent que ces églises ne peuvent répandre l'éclat d'autrefois, parce qu'elles gémissent sous le joug Ottoman, et que sans elles, l'orthodoxie ne pourra remplir sa mission et christianiser tout l'Orient. En 1821, le martyre du Patriarche Grégoire et de son Synode ne faisait pas éclater la guerre entre la Russie et la Porte; aujourd'hui le simple refus de la part du Sultan, de garantir par un traité les privilèges de l'église grecque, a fait passer le Pruth à 200,000 combattans.

En Occident on croit que ce mouvement religieux, en ébranlant les masses slaves, est en même temps une chance et un danger pour la renaissance grecque; et que les Russes ont l'intention d'en profiter pour leur propre compte. A notre avis, l'Occident, où depuis long temps

(a) « Quoi que nous soyons plusieurs, nous ne sommes qu'un seul corps » en Jésus-Christ, et nous sommes tous membres les uns des autres » Rom. XII. 3.

la ferveur religieuse est éteinte, où l'on fait la guerre pour des intérêts commerciaux et non pour la foi, n'est pas compétent pour juger ce qui se passe dans l'âme de ces Russes qui ont encore la foi des croisés. En admettant même que leur Empereur ait les intentions machiavéliques, qu'on lui attribue, nous avons la conviction qu'il ne pourrait leur donner carrière. Tant qu'il combat la Turquie dans le but de délivrer les chrétiens, il est tout puissant, il est invincible, non parcequ'il commande à des armées nombreuses, mais parcequ'il est à la tête de la croisade du XIX siècle, parcequ'il est en Orient l'épée de l'église. Mais du moment où ses actions viendraient révéler qu'il agissait dans un but égoïste et mondain, il perdrait son auréole de gloire, il redeviendrait un simple mortel aux yeux des 70 millions d'hommes qui le croient le défenseur de leur foi; comme la vierge d'Orléans après avoir ressenti un amour terrestre, il cesserait d'être invincible; il ne serait plus qu'un souverain à la tête de 500,000 hommes, qui se battraient pour leur solde et non pour la couronne du martyre; un souverain, puissant sans doute, mais qui ne pourrait pas faire face à l'Europe entière réunie contre ses projets ambitieux, combattant pour sa propre indépendance et s'appuyant sur l'indignation de ces races mêmes qu'il aurait voulu tromper.

Et cependant, lorsqu'il arrive à un Grec de penser tout haut, lorsqu'il lui échappe quelques mots qui révèlent son espoir dans le prochain avenir de sa patrie, on lui répond; *c'est un rêve!* Que ce Grec se rappelle qu'on a dit la même chose à Coray le 16 Nivôse de l'an XI!

En attendant que Dieu se prononce, il n'est pas, croyons nous, inopportun d'étudier cette nouvelle société grecque

dont la destinée est si intimement liée aux destinées de l'humanité, de saisir quelques traits de ce nouveau visage qui apparaît à l'horizon de l'Orient, d'examiner en quoi cette civilisation diffère de la civilisation occidentale, et en quoi elle lui ressemble.

Ce qui nous frappe tout d'abord, c'est le caractère éminemment religieux de la société grecque. C'est la religion qui l'a sauvée du cataclysme de la conquête Ottomane ; c'est la religion qui lui garantit l'accomplissement de ses hautes destinées. Comment donc les Grecs pourraient-ils ne pas aimer cette divine mère qui leur apparaît également bienfaisante dans le passé et dans l'avenir ?

En Occident, le sacerdoce a lutté pendant des siècles contre les trônes d'abord, et ensuite contre la philosophie et l'émancipation de l'esprit humain. On n'a pu mettre une fin à ces luttes que par des concordats, en vertu desquels l'église, l'état et la science se sont séparés tout à fait.

Dans l'Orient grec au contraire, l'église ne s'est presque jamais trouvée en collision ni avec l'état, ni avec la science. L'état lui a donné, par la main de Constantin, l'empire du monde ; la science lui a donné les Grégoire, les Basile, les Chrysostome. C'est par cette raison que dans les monumens de l'église orientale et dans les écrits de ses théologiens, on voit toujours le plus grand respect pour les droits du trône et de l'état, la plus grande estime pour les bienfaits des sciences, la plus entière confiance dans la liberté de la raison humaine. Même après la chute de l'empire grec, les Sultans ayant donné de grands privilèges à l'église, il n'y eut pas de luttes entre l'église et l'état ; en vertu de ces privilèges, les patriarches devinrent les protecteurs des écoles et des

lettres (a) ; la conséquence en fut que, lors de la renaissance grecque, les idées qu'entraînent ces mots *église, état, science* qui chez les Occidentaux sont séparées et presque ennemies, forment dans la conscience grecque une trinité indivisible.

Le Souverain de l'Occident se rappelle que l'Église se croyait, et se croit peut-être encore, le droit de le détrôner et de délier ses sujets du serment de fidélité ; le savant de l'Occident n'oublie pas que l'Église a condamné Galilée, qu'elle peut mettre ses écrits à l'index. Il est naturel que ces souvenirs ne soient pas propres à entretenir la confiance et l'harmonie entre le trône et l'autel, entre l'église et la science.

Aucun de ces pénibles souvenirs ne vient troubler la conscience grecque. On se souvient au contraire que le sacerdoce n'a jamais empiété sur les droits du souverain, qu'il a toujours encouragé les progrès des sciences et des lettres ; que les plus grands des saints pères de l'église grecque étaient les plus grands écrivains de leur temps ; que lors de la révolution grecque, les évêques et les professeurs ont combattu dans les mêmes rangs ; et que les constitutions d'Épidaure et de Trézène, qui consacraient

(a) Coray, dans son mémoire précité, rapporte la circulaire adressée, en 1803 par le Patriarche de Constantinople à la nation grecque pour l'établissement d'une université au mont Athos, circulaire qui commençait par ces mots remarquables : « chaque être est doué de qualités qui lui sont propres ; celle de l'homme est la raison ; mais cette raison a besoin d'être cultivée. » « Voilà donc, s'écrie » Coray, ces Grecs superstitieux qui, loin d'établir un tribunal d'inquisition, » s'occupent paisiblement des moyens de cultiver leur raison ; et c'est le » clergé qui prend l'initiative d'une pareille réforme ! »

crent la tolérance religieuse et la liberté de la presse, portent les signatures d'un grand nombre d'évêques.

Aussi la religion est elle toute puissante en Grèce, elle ne porte d'ombrage à personne, elle est partout respectée et sincèrement adorée.

Mais peut-être croira-t'on que, la religion étant toute-puissante ici, le clergé aussi est tout-puissant; que nos prêtres exercent une influence politique dans les élections, qu'ils remplissent la chambre des députés; qu'ils ont un banc à part au Sénat, et qu'il y a aussi des évêques au ministère, comme en France au temps des Bourbons.

Il n'en est rien cependant; d'après notre droit canonique, il est interdit aux prêtres de s'immiscer dans les affaires temporelles; d'après nos lois, un prêtre n'est ni électeur ni éligible; il ne peut occuper aucun emploi; il est exclu de toute carrière politique; il n'est que prêtre; il n'est rien — il est tout.

Et c'est parcequ'il n'est rien, qu'il est tout; c'est parceque l'idée religieuse est tout-à-fait dégagée des idées mondaines, c'est parcequ'elle plane au dessus de tout intérêt politique, que la religion est si chère aux Grecs; sa faiblesse fait sa puissance.

Le pontife à Rome a besoin des baïonnettes étrangères pour se soutenir contre son peuple; c'est qu'il ne lui a pas suffi d'être prêtre, il a voulu être roi; sa puissance fait sa faiblesse (a).

(a) Des catholiques sincères, depuis Dante jusqu'à nos jours, ont condamné et flétri la puissance temporelle des Papes dans l'intérêt de la Papauté même. Nous renvoyons au livre de M. Tommaséo, Rome et le Monde. Il cite St. Bernard qui disait: si vous tenez les deux pouvoirs, vous les perdrez tous deux.

Un autre caractère frappant de la société grecque, c'est que tous les Grecs croient et veulent la même chose. Chez les nations occidentales, il n'y a pas unité de foi et de volonté sociale. Il y a des socialistes, des aristocrates, des constitutionnels, des monarchistes; et cela ne suffit pas encore; ces grands partis se subdivisent en une infinité de nuances. Rien n'est plus commun que de rencontrer dans une même famille deux ou trois opinions différentes sur la mission définitive de la société dont elle fait partie.

Dans la société grecque au contraire, tous croient et veulent l'émancipation de la race grecque, la résurrection de l'empire chrétien à Byzance. Cette conscience de la mission providentielle du peuple hellénique est également vivace et inébranlable chez toutes les classes de la société. Il y a, nous l'avons déjà prouvé, deux partis en Grèce; le parti oriental et le parti occidental; mais leur divergence consiste non dans le but, mais dans les moyens propres pour parvenir à ce but. Les uns croient pouvoir y arriver avec le secours de la Russie, les autres comptent sur l'appui des nations occidentales; mais le but, la volonté, la croyance sont les mêmes chez les uns et chez les autres. Tout le monde veut l'empire chrétien à Byzance; nous n'avons jamais entendu parler d'une république byzantine.

Quel est le secret de cette unité de volonté dans la société grecque? C'est toujours la religion; c'est parcequ'elle éclaire d'en haut le but final de notre race, que nous le voyons tous si distinctement, prêtres ou philosophes, laboureurs ou marins. C'est dans notre foi que nous puisons notre perspicacité.

Et cette foi, qui réunit nos volontés en un faisceau, est aussi le secret de notre force. Ceux qui nous crient d'au delà des mers et des monts, *c'est un rêve ! vous n'arriverez jamais au but que vous poursuivez*, croient justifier leurs doutes en alléguant que nous sommes quelques milliers d'hommes dispersés sur un vaste espace, que nous ne formons pas des masses compactes, que nous ne constituons pas une force. Or nous pensons que 10 millions d'hommes croyant et voulant, tous sans exception, la même chose, forment une masse plus compacte, une force plus irrésistible, que 30 millions croyant et voulant vingt choses contradictoires.

R.

(La suite prochainement.)

Quinzaine politique du Spectateur

Le projet de Vienne est l'écueil contre lequel se sont brisés jusqu'ici les derniers efforts diplomatiques, qui devaient conduire à la paix. Les négociations auxquelles il a donné lieu, sont d'une importance majeure en cela, qu'elles ont pour ainsi dire simplifié la question, en mettant au jour toute la divergence des vues des parties qui y étaient impliquées. Les puissances maritimes paraissent s'être bercées de l'illusion que la Russie n'aspirait qu'à une honorable retraite, et qu'elle accueillait avec empressement un accommodement qui sauvait pour elle les apparences, et la replaçait juste où elle en était avant la démonstration du prince Menchicoff. Mais il semble de l'autre côté que tel n'était pas l'avis de la Russie. Si elle a fait tant de bruit à Constantinople, si elle a envahi les frontières, et même les provinces de la Turquie avec trois cents mille hommes, ce n'a pas été apparemment pour en obtenir un écrit qui ne lui donnait que ce qu'elle possédait déjà, ou qui lui refusait même ce qu'elle croyait posséder. Voilà pourquoi, en acceptant le projet de Vienne, elle n'a pas jugé inutile de l'accompagner d'explications qui lui donnaient le sens qu'elle y voulait rattacher ; voilà aussi pourquoi les autres puissances se sont émues de son insistance à y rattacher

ce sens, et y voyant presque un *casus belli*, ont exigé d'elle, à ce qu'on assure, par un ultimatum péremptoire, le retrait de la note explicative.

Cependant comme la paix ne tenait plus qu'à ce seul fil, tout embrouillé qu'il était lui-même, on n'a pas, dit-on, voulu permettre qu'il se rompit, et les instructions récemment données aux deux légations à Constantinople, seraient d'insister auprès de la Porte pour qu'elle signât le projet de Vienne, sans doute contre une contre-déclaration qu'on exigerait de la Russie. On prétend même que l'empereur Nicolas y ait déjà consenti, et, ce qui est trop peu dans les habitudes et dans les traditions administratives de la Russie, pour être admis sans réserve, qu'il ait renié le *factum* du comte Nesselrode, comme ayant été écrit sans son aveu. Pour notre part, nous nous permettons de récuser l'efficacité de cet arrangement, qui a été accueilli ailleurs avec une confiance implicite. Quand même la Turquie serait encore en mesure d'y donner son consentement, nous craindrions qu'il ne fit que préparer de nouveaux déboires à l'Europe, et déplacer la difficulté, en la faisant passer de la rédaction de la déclaration de Vienne, à celle de la contre-déclaration de St. Petersbourg.

Entre les réclamations de la Russie et la résistance de la Porte, il y a un abîme, que des formules de langage ne sauraient combler. Les prétentions des deux Puissances s'excluent mutuellement. Il faut que l'une des deux s'avoue vaincue et cède, et aucune n'y veut consentir. La Russie a accepté la projet de Vienne, et a refusé la modification de la Porte. Elle acceptera sans doute de même toute rédaction qui lui accordera ce qu'elle a cru de son droit ou de son intérêt de demander, et elle refusera toutes celles qui l'en priveraient, au risque de se voir abaisser audessous de la Turquie même, de perdre le fruit de sa politique traditionnelle et de ses triomphes passés, et de s'aliéner à tout jamais la confiance et l'affection des chrétiens de l'Orient. Les Turcs de l'autre côté ont repoussé le projet de Vienne sans modifications, comme ils repousseront, à moins d'y être forcés, toute rédaction favorable aux réclamations de la Russie, au risque de subir les conséquences que Rechid-Pacha a énumérées dans la note justificative de ses propositions. Il nous semble que telle est la question, dépouillée de ses accessoires diplomatiques, et qu'on ne gagne rien à lui faire changer de terrain, lorsqu'on ne peut pas lui faire changer de nature. On conviendra qu'ainsi simplifiée, elle ne paraît pas très-propice à la paix.

Ce qui n'y paraît pas beaucoup plus favorable, c'est la mesure que les deux puissances maritimes ont enfin prise, de faire entrer les escadres dans le Bosphore. On assure, il est vrai, que pour le moment ce n'est pas encore dans des intentions hostiles qu'elles ont avancé, mais pour échapper aux hostilités de l'aquilon, qui avait commencé à les menacer dans

la rade ouverte de Bésika. Cependant les traités, qui avaient déjà reçu de graves accrocs par l'occupation des provinces et par l'entrée des premiers bateaux à vapeur, ne s'en trouvent pas mieux, et nous comprenons aisément la répugnance que les Turcs avaient, dit-on, témoignée pour un mode d'assistance qui mettait à néant les conventions sur lesquelles repose l'intégrité de l'empire. Les Russes campés en Valachie, et les flottes alliées ancrées dans la Corne d'or, remettent la Turquie où elle en était avant qu'elle n'eût été comprise par des traités dans le droit public européen.

Mais tandis que nous arguons de la paix, il paraît que la guerre est un fait accompli. Le délai de 15 jours accordé au Prince Gortshacoff pour évacuer les provinces, a expiré le (14) 26 octobre, et loin de battre en retraite, on assure au contraire qu'il a reçu l'ordre d'attaquer immédiatement, et que l'empereur de Russie a retiré toutes les concessions qu'il s'était montré prêt à faire à Olmutz, à Berlin ou à Varsovie. Les correspondances de Constantinople parlent même d'une attaque des Russes par les Turcs près de Battun, où ces derniers auraient eu le malheur de vaincre, et où neuf cents Russes seraient restés sur le champ de bataille. Si cette nouvelle se confirme, le sort de la Turquie est, à notre avis, décidé. Son orgueil, enflé par cet avantage, ne sera pas la dernière cause de sa ruine. Ce qui est annoncé comme bien plus certain, c'est que les hostilités ont été ouvertes sur les flots même du Danube.

Ainsi donc la guerre, cette guerre si redoutée, est engagée sans retour. Un double danger en pourrait éclore pour l'Europe, la conquête de la Turquie par les Russes, et la conflagration générale du continent européen.

On ne peut s'arrêter au premier, sans faire injure au puissant souverain, qui a déclaré vouloir s'abstenir de conquêtes, et qui, nous avons tout lieu de le croire, a renouvelé cette assurance tranquillisante à Olmütz : Pour l'éviter, on n'a besoin que de s'entendre, avant que les circonstances dans les quelles cette promesse solennelle a été donnée, ne soient changées.

L'autre danger est bien plus réel et non moins formidable. Dans l'état actuel de l'Europe, une guerre générale serait le signal d'un bouleversement complet et d'une dissolution générale. Toutes les nations ont un intérêt majeur à se demander si elle est inévitable, et à l'éviter si elle ne l'est pas. Pourquoi l'Europe courrait-elle les chances d'une révolution immense et fatale? Ce n'est plus pour empêcher la Russie de faire la guerre, car c'est la Turquie qui la fait. Ce n'est pas pour la forcer à se désister de ses demandes, car ce serait vouloir prévenir par un mal immense, un mal comparativement beaucoup moindre. C'est encore moins pour lui disputer les dépouilles opimes, aussi long-temps du moins qu'elle déclare ne pas vouloir de ces

dépouilles. Est-ce enfin pour sauver la Turquie du sort qui la menace? Mais d'abord ce serait tenter l'impossible. On ne rajeunit pas la décrépitude, on ne sauve pas quiconque est fatalement marqué de sceau de la mort. Les principes du Coran ont complété leur action délétère; ils ont fait leur temps. Au prix du meilleur sang de l'Europe, on ne saurait plus en tirer une organisation sociale de quelque durée. Ou bien, si c'est un sentiment de justice qui pousse l'Europe aux hasards d'une guerre immense, pourquoi ce sentiment ne se révolterait-il pas de la destinée de ces peuples chrétiens, de ces fils aînés de la civilisation d'autre fois, qui gémissent aujourd'hui sous le joug d'une nation barbare et ennemie du christianisme? Pourquoi les nations de l'Europe oublieraiient-elles les victimes, pour ne s'apitoyer que sur le sort des bourreaux,

de ce pauvre Olopherne,

si méchamment mis à mort par Judith?

Ce n'est pas pour river les fers des Ottomans aux mains chrétiennes, c'est pour les briser, que les ancêtres des européens d'aujourd'hui ceignaient l'épée, et se couvraient du signe de la foi. Voici les nobles paroles qu'a prononcées le 15 Octobre à Manchester, M. Gladstone, chancelier de l'échiquier de l'Angleterre, et l'un de ses hommes d'état les plus habiles et les plus distingués. On verra que sa haute intelligence ne se laisse pas égarer par les impressions du moment ou par les préventions populaires, et sait, à travers le dédale des moyens, distinguer la but qu'il s'agit d'atteindre.

« Nous savons très-bien, a-t-il dit, qu'en parlant de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire Ottoman, nous ne rattachons pas à ces mots le sens qu'ils auraient si nous parlions de l'indépendance et de l'intégrité de la France ou de l'Angleterre; car nous n'ignorons pas que l'empire ottoman est un état plein d'anomalies, qui sont autant de causes de faiblesse et de difficultés, un état dont les affaires, depuis que nous sommes au monde, et même long-temps avant cela, ont toujours été, de cinq ans en cinq ans, un sujet de dissensions et d'interventions européennes. Nous n'entendons certes pas établir et même exprimer ici une opinion sur les questions profondes qui peuvent surgir de l'organisation intérieure de l'empire ottoman, dont les provinces d'Europe présentent l'étrange solécisme politique d'un corps de trois millions d'hommes, professant le mahométisme, et qui exercent ce que je ne veux pas appeler un pouvoir despotique, bien que j'aie le droit de le faire, mais enfin leur domination et leur souveraineté sur douze millions de nos frères chrétiens. Nous ne voulons pas entrer dans les questions qui peuvent naître d'un semblable état de choses; mais ce que nous entendons dire, c'est qu'il est nécessaire de régler la distribution des forces en Europe, et que l'absorption de puissance par un grand potentat

à l'est de l'Europe, qui serait le résultat certain de la conquête de l'empire ottoman, serait si dangereux pour le monde, qu'il est du devoir de l'Angleterre de se précautionner à tout prix contre une pareille éventualité.

Ces paroles, empreintes de sagesse et de vérité, tombent comme une manne de consolation sur ces peuples infortunés, qui devaient se croire oubliés de l'Europe, et comme déshérités de ses sympathies, et leur fait voir que plus d'un cœur généreux bat encore pour leur cause chez les peuples qui marchent à la tête de la civilisation, que plus d'un ami leur y tendra la main lorsque l'horizon politique se sera un peu éclairci. Mais elles rappellent en même temps à l'Europe qu'elle n'a aucun besoin de se lancer dans une croisade pour le salut et le triomphe du croissant, et que si ce n'est pas la protection de l'équilibre européen qui lui impose la guerre universelle, ce doit être encore moins un scrupule de justice et d'honneur en faveur de ceux, que l'honneur et la justice commandent au contraire d'expulser de l'Europe.

Les puissances de l'Ouest peuvent donc sans inconvénient circonscrire l'incendie au coin de terre où tous leurs efforts n'ont pu l'empêcher d'éclater, et n'intervenir dans la lutte que dans le cas où elles verraient, que contre leur attente, la Russie profitât de ses victoires pour s'incorporer les pays qu'elle aurait assaillis.

Dans cette lutte les destinées de la Turquie s'accompliront. Si elle possède, nous ne disons pas sept cent mille, comme quelques uns de ses panégyristes assurent, mais seulement trois ou quatre cent mille hommes de troupes aguerries, si parmi les aventuriers qui la servent ou parmi ses propres généraux, elle possède des hommes de talent stratégique, si pour remplir ses caisses vides, elle trouve des hommes de foi assez robuste en son avenir, pour lui prêter 25 millions de francs, sur les revenus des provinces qui déjà lui sont disputées, qui demain lui échapperont peut-être, si en un mot, elle peut tenir tête à la Russie, on n'aura rien perdu à la laisser faire, et on y aura gagné de dormir à l'avenir tranquille sur son sort et sur l'équilibre européen. Si au contraire cet enthousiasme tant prôné des Turcs n'est qu'un fanatisme barbare, qui les aveugle sur leur propre faiblesse, si leurs armées ne sont que des mannequins de parade et un ramassis de brigands indisciplinés, si tout l'étalage de leurs forces se dissipe avec la fumée des premiers coups de canons russes, et qu'en même temps le volcan qui mine le sol sous leurs pieds vienne à éclater, alors l'Europe pourra respirer à l'aise, délivrée enfin de son angoisse de quatre siècles, en voyant la Turquie non conquise, mais réformée dans un sens plus digne des grands principes politiques et religieux qui régissent l'Europe, et plus propice au maintien de l'équilibre et à l'affermissement de la paix.

A.

Variétés.

Aujourd'hui, que la guerre entre la Turquie et la Russie est sur le point d'éclater, il peut ne pas être sans intérêt d'examiner sous quel point de vue l'Angleterre avait considéré celle qui se termina en 1829. Le duc de Wellington était alors au pouvoir, S. Robert Peel avait le ministère de l'intérieur, et L. Aberdeen les affaires étrangères, et la haute main dans les affaires, comme aujourd'hui.

C'est le 4 février 1830 que se réunirent les chambres anglaises. Le discours de la couronne contenait une phrase qui disait tout simplement, que «S. M. avait vu avec satisfaction que le guerre entre la Russie et la Porte Ottomane ait été terminée.» Le Duc de Buccleugh proposa à la chambre des Lords l'adresse, qui fut soutenue par Lord Salton. Ils déclarèrent que cette guerre ne touchait en rien les intérêts de l'Angleterre, mais que néanmoins il était heureux pour la paix de l'Europe que la Turquie ait été maintenue. «Quiconque connaît les forces respectives des deux pays, dit L. Salton, devait savoir d'avance, que les Turcs n'avaient à s'attendre à rien de mieux que ce qu'ils ont eu, peut-être même à beaucoup pire.» Le vicomte de Goderich, qui avait été long-temps à la tête du gouvernement anglais, ajouta qu'il n'avait jamais pensé que cette guerre pût avoir une autre issue. «Je n'ai jamais compris, dit-il, qu'on ait pu méconnaître que la force des Turcs est en train de se réduire tous les jours, depuis 130 ans, tandis que celles des Puissances contre lesquelles la Porte doit se heurter, sont en voie d'accroissement incessant et naturel. Les principes de son gouvernement et de sa religion mettent le Musulman dans l'impossibilité de

suivre d'un pas égal les progrès des autres nations. C'est un peuple aveugle, superstitieux, stupide et fanatique, tandis que les Etats dont l'avidité peut être excitée par la faiblesse de leur voisin, progressent tous les jours dans les arts, qui donnent aux pays l'indépendance, et la supériorité sur leurs voisins moins civilisés. Depuis 130 ans la Turquie n'a pas fait une seule guerre, sans qu'elle y perdît une partie de son territoire et de son influence. J'étais persuadé d'avance que rien ne pouvait sauver la Turquie des résultats de sa conduite, excepté une coalition bien ferme de toutes les Puissances; mais elle n'a pas réussi. On a fait beaucoup d'histoires sur le secours que le vice-roi d'Egypte, et Dieu sait quel autre pacha, prêterait au Sultan, et qui rendrait certaine la défaite des Moscovites. On racontait aussi monts et merveilles du courage des Turcs, de l'énergie et de la sagesse du Sultan.

»Je n'ai rien vu de tout cela; mais j'ai bien vu qu'il y avait près du Sultan des souffleurs qui lui chuchotaient à l'oreille: Ne fais pas attention aux Puissances, pas plus à la Russie qu'à l'Angleterre, à la France ou à l'Autriche. Elles se prendront entre elles aux cheveux. Sois ferme, et la victoire est ton partage. C'est ainsi que le sultan était bercé de fausses espérances, et que ceux qui se disaient ses amis, l'encourageant dans son obstination, l'ont conduit droit à sa perte.»

Nous prions le lecteur de ne pas oublier que ces paroles étaient dites en 1830 et non en 1853. Le presse anglaise était alors très éloquente, et même d'une violence extrême; mais le journal de S^t Pétersbourg écrivait: «Tandis qu'ils parlent, nous marchons et nous triomphons!» A.

M. RENIERI

